

Zeitschrift: Protar
Herausgeber: Schweizerische Luftschutz-Offiziersgesellschaft; Schweizerische Gesellschaft der Offiziere des Territorialdienstes
Band: 17 (1951)
Heft: 1-2

Artikel: Schweizerische Luftschutzchronik. Teil 2
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-363360>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 09.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

l'abri des bombardements aériens, ne pourrait-on pas, au moins, s'entendre pour protéger certaines catégories de civils contre les cruautés de la guerre totale? Ne pourrait-on pas tenter quelque chose pour protéger ceux des civils que leur âge ou leur santé rendent incapables d'apporter une aide quelconque à la défense nationale?

C'est ainsi que naquit l'idée des «zones de refuge» ou «Lieux de Genève». Selon les plans élaborés par l'Association internationale des Lieux de Genève, chaque gouvernement devrait établir sur son territoire un système de zones de refuge pour chaque région et pour chaque grande agglomération, afin d'assurer une protection spéciale aux enfants en bas âge, à leurs mères, aux infirmes, aux malades, aux vieillards, aux femmes enceintes. Chaque zone de refuge devrait représenter un emplacement exclusivement et spécialement aménagé pour abriter en cas de guerre la population civile menacée, et elle devrait être strictement délimitée, encore avant le début des hostilités, loin de tout centre militaire et des grandes voies de communication.

*

Certes, la création des «Lieux de Genève» comporte de grosses difficultés. On s'en est rendu compte lors de la grande conférence diplomatique qui s'est réunie à Genève en 1949. Si cette conférence a pu réaliser des progrès importants en décidant, notamment, la création de zones et de localités sanitaires destinées à mettre à l'abri des effets de la guerre les blessés et les malades des forces armées en campagne, et en assurant mieux que par le passé, la protection des civils dans certaines conditions particulières, un accord n'a pu se faire, en revanche, pour la création de zones de refuge dans le sens des «Lieux de Genève» — sans doute parce que la majorité des délégués pensaient qu'il est vain de signer des conventions qui ne pourraient être respectées en temps de guerre.

L'Association des Lieux de Genève a néanmoins eu raison de ne pas perdre courage et de persévérer dans son action de propagande. S'il n'est pas possible de conclure une convention internationale, rien n'empêche les pays que ce problème préoccupe à juste titre de mettre en œuvre un programme spécial pour la protection des civils en aménageant des camps composés de baraques et d'abris qui seraient dis-

persés dans les forêts, vallons ou régions montagneuses, et où certaines catégories de la population pourraient être immédiatement évacuées en cas d'invasion ou de bombardement. Il importe également que la population civile soit renseignée sur la façon dont elle doit se comporter en cas de danger ou d'attaque, afin d'éviter la panique et l'exode, avec leurs conséquences tragiques.

Qu'on ne vienne pas nous dire qu'en évoquant ces éventualités affligeantes, on risque d'alarmer inutilement le public, de lui faire redouter à tort l'imminence d'une nouvelle guerre mondiale; ou encore que, selon la forme que prendra le prochain conflit, des mesures de protection en faveur des civils risquent d'être inopérantes. Ceux qui raisonnent ainsi pratiquent cette politique de la peur ou de l'abstention qui ne peut, en fin de compte, que favoriser le mal. On ne supprime pas un danger en s'évertuant à l'ignorer. On a plus de chances de travailler à son éloignement en le regardant en face, en prenant des mesures pour le prévenir dans la mesure du possible, en s'efforçant tout au moins, d'atténuer les souffrances des victimes innocentes de la guerre si l'on ne peut les abolir totalement. Il est donc bon, pensons-nous, que l'opinion soit honnêtement informée des dangers auxquels la population civile serait exposée en cas de guerre et l'opinion, de son côté, a le droit d'exiger des autorités que celles-ci prennent toute mesure pratiquement réalisable en vue d'assurer la protection des civils.

Mais le temps presse. Pour prendre les mesures indispensables, il ne faut pas attendre que la catastrophe soit là. Il y a tout un travail d'étude, de préparation, d'organisation qui doit être entrepris en temps de paix et sur lequel l'Association des Lieux de Genève (par son Secrétariat, adresse: Château Banquet, Genève) donne d'utiles suggestions.

Qu'on nous comprenne bien! Nous devons haïr la guerre. Nous devons, de toute notre ferveur, faire des vœux pour que les puissants de ce monde sachent maintenir la paix. Mais il serait d'une grave imprudence d'y compter comme sur une certitude. La guerre moderne étant totale, la défense nationale doit l'être aussi. Or, la protection des populations civiles constitue un élément essentiel de la défense nationale: les peuples qui ne s'en rendent pas compte risquent d'avoir un jour un terrible réveil.

Georges Rigassi, *Gazette de Lausanne*.

Luftschutz in der Schweiz

Schweizerische Luftschutzchronik (II)^{*)}

24. Oktober 1950. Der Bundesrat unterbreitet der Bundesversammlung den Voranschlag der Eidgenossenschaft für 1951, der für die *Beschaffung von Material für den Luftschutz* ordentliche und ausserordentliche Kreditbegehren im Gesamtbetrag von 4,6 Millionen Franken enthält; die Ausgaben der Abteilung für Luftschutz sind pro 1951 mit Fr. 1 362 350.— (gegenüber Fr. 1 011 000.— im Jahre 1950, bzw. Fr. 695 177.86 gemäss Staatsrechnung 1949) veranschlagt.

^{*)} I. Teil siehe Protar 11/12, (1950) 126

3. November 1950. Durch Bundesratsbeschluss wird die Bearbeitung der *Fragen des Schutzes gegen Atomwaffen sowie gegen biologische und chemische Kampfmittel* der Abteilung für Sanität des EMD zugewiesen.

7. November 1950. Die Eidg. Luftschutzkommission unterstützt die *Aufklärung über die Atombombe*, indem sie die Verbreitung und die Lektüre der ausgezeichneten Schrift «Atomkrieg — wie schütze ich mich?» als von nationalem Interesse für den Schutz der Bevölkerung im Kriege empfiehlt.

19. November 1950. Der Generalstabschef erklärt am Ustertag u. a.: «Bei einem allfälligen Angriff wird der Gegner gegen uns voraussichtlich eine ausserordentlich wirksame Flugwaffe einsetzen ... Die Wirklichkeit wird furchtbar sein und wir müssen damit rechnen, Tausende von Flugzeugen aller Grössen zu erleben, die selbstverständlich unsere Armee sowie lebenswichtige Objekte aller Art und die Zivilbevölkerung angreifen ... Der Schutz gegen die Fliegergefahr muss sich, für ein kleines Land noch viel mehr als für ein grosses, auf die passiven Mittel beschränken — das bedeutet, für die Truppen: Vermeidung von Ansammlungen, Tarnung, Eingraben, Verschiebungen bei Nacht — das bedeutet für die Zivilbevölkerung: Schaffung von Luftschutzräumen und Organisation des Kampfes gegen Feuergefahr. Sofern diese passiven Abwehrmittel in reichlicher Masse verwendet werden, können wir hoffen, die Luftangriffe ohne allzu grosse Verluste und Schäden zu überstehen.»

21. November 1950. Die ständerätliche Militärkommission empfiehlt die neue Truppenordnung zur Annahme und unterzieht die Vorlage über den baulichen Luftschutz einer ersten Beratung.

29. November 1950. Bundesrat Kobelt erklärt in der Schweizer Illustrierten Zeitung u. a.: «In einem künftigen Krieg ist die Armee nicht unser einziges Abwehrmittel. Wohl bleibt das Heer das wichtigste und kraftvollste Mittel, um dem feindlichen Angriff entgegenzutreten; der totale Krieg zieht aber nicht nur den Kämpfer an der Front, sondern auch den Wehrmann hinter der Front und sicher auch die Zivilbevölkerung in unmittelbare Mitleidenschaft. Der Entscheid über Erfolg oder Misserfolg fällt nicht nur an der militärischen Front, sondern er ist weitgehend auch vom Widerstandswillen und der Widerstandskraft der Bevölkerung hinter den Kampflinien abhängig. Ein Gegner wird deshalb versuchen, so rasch wie möglich die Widerstandskraft der Zivilbevölkerung, von Frauen und Kindern unserer Wehrmänner und unserer Wirtschaft zu brechen. Neben Falschmeldungen und falschen Versprechungen werden schwere Bombardierungen unserer Bevölkerungszentren in der Taktik eines Angreifers eine grosse Rolle spielen. Gegen Bombardierungen kann man sich aber durch Luftschutzmassnahmen weitgehend schützen.»

7. Dezember 1950. Die Fraktion des Landesringes gibt im Nationalrat eine Erklärung zum Militärbudget ab, in der es u. a. heisst: «Es handelt sich darum, im totalen Krieg die Landesverteidigung endlich total zu machen. Dazu gehört auch die Organisation der Luftschutztruppen, welche in der neuen Truppenordnung vorgesehen ist. Diese Pioniertruppe muss ausgezeichnet ausgerüstet sein ... Im Bereiche des eigentlichen Luftschutzes liegen die Schutzmassnahmen bei den Zivilbehörden, und dies muss das Volk ebenfalls wissen ... Der Luftschutz in den Städten muss von den Behörden wieder organisiert werden. Es ist wesentlich, dass man

sich öffentlich an die Gemeinden wendet, damit sie diese Aufgabe dringend an die Hand nehmen.»

8. Dezember 1950. Der Nationalrat genehmigt den Bundesbeschluss betreffend den baulichen Luftschutz (Obligatorischerklärung von Schutzräumen in Neubauten) mit 118:0 Stimmen und heisst folgende Motion der Kommission mit 76:4 Stimmen gut: «Der Bundesrat wird eingeladen, den eidgenössischen Räten unverzüglich eine weitere Vorlage betreffend den baulichen Luftschutz zu unterbreiten, die den beschleunigten Ausbau von Luftschutzräumen in bestehenden Gebäuden sicherstellt. Der Bundesrat wird ferner ersucht, auch das Problem der Haus- und Kriegerfeuerwehren zu ordnen.»

12. Dezember 1950. Der Ständerat genehmigt den Beschluss der Bundesversammlung betreffend die Organisation des Heeres (neue Truppenordnung, unter Einführung einer neuen Gattung Luftschutztruppen; mit 34:0 Stimmen.

Dem Stiftungsrat des Schweizerischen Luftschutzverbandes wird vom ehemaligen Zentralpräsidenten der Schweiz. Luftschutz-Offiziersgesellschaft, Dr. P. Böhringer in* Basel, der Antrag eingereicht, den Verband im Hinblick auf die internationale Lage zu reaktivieren und darüber im Januar 1951 eine Besprechung durchzuführen.

13. Dezember 1950. Die ständerätliche Militärkommission beantragt zur Vorlage betreffend den baulichen Luftschutz, den Beschlüssen des Nationalrates im wesentlichen zuzustimmen, jedoch die Bundesbeiträge von 10 % auf 15 % zu erhöhen und die Behandlung der Motion zu verschieben.

19. Dezember 1950. Der Ständerat genehmigt den Bundesbeschluss betreffend den baulichen Luftschutz mit 33:0 Stimmen gemäss den Anträgen seiner Kommission, jedoch unter Festsetzung der Beiträge von Bund und Kanton auf je 15 %; die Motion des Nationalrates wird auf die Frühjahrssession 1951 verschoben.

20. Dezember 1950. Der Nationalrat nimmt zur Differenzbereinigung im Bundesbeschluss betreffend den baulichen Luftschutz Stellung: er hält mit 90:25 Stimmen an der Verteilung der öffentlichen Beiträge gemäss den Vorschlägen des Bundesrates (Bund 10 %, Kanton und Gemeinde zusammen 20 %) fest.

21. Dezember 1950. Der Ständerat schliesst sich mit 16:15 Stimmen dem Beschluss des Nationalrates über die Kostenverteilung in der Vorlage betreffend den baulichen Luftschutz an.

Schlussabstimmungen in der Bundesversammlung über den Bundesbeschluss betreffend den baulichen Luftschutz: der Nationalrat heisst ihn mit 109:0, der Ständerat mit 32:0 Stimmen gut.

28. Dezember 1950. Der Bundesbeschluss vom 21. Dezember 1950 betreffend den baulichen Luftschutz wird im Bundesblatt publiziert; die Referendumsfrist läuft bis zum 28. März 1951.

A.